

SOMMAIRE

Actualité de la Chambre p. 2 à 3

Message du président p. 2

News de la Chambre décembre 2005 p. 3

Nouvelles des Membres p. 4 à 7

Nouveaux membres p.4

Rapport de mission pour la conférence Input p. 5 à 7

Echos du Congo p.8 à 11

Développement rural : Les industriels belges explorent le secteur énergétique congolais p.8

Programme économique de gouvernement: une mission du Fmi au chevet de la Banque Centrale du Congo p. 9

Le Ministre des Finances gèle tout paiement de la dette intérieure p. 10

215 millions de dollars de la Banque Mondiale pour le secteur économique de la R.D.C. P.11

Contact

C/o Alliance Belgo
Congolaise
Av. de Justice
2703 , Kinshasa
Gombe
R.D.Congo

Nouvelles
Heures d'ouvertures
du secrétariat de
janvier à mars 2006

Du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 12 h 30

Téléphone

0 81 88 48 319
89 49 292

E-mail :

ccbc@gbs.cd

Site web

www.ccbc-rdc.be



Chers Membres,

Que le temps passe vite , nous voici déjà à l'aube de l'an nouveau. Nous en profitons non pas pour faire un quelconque bilan mais pour vous souhaiter au nom de la Chambre de Commerce Belgo Congolaise des joyeuses fêtes de Noël et de bonne année.

L'année qui touche à sa fin pourrait être caractérisée pour beaucoup d'entre nous, d'une année « tremplin », une année où il nous était permis de rêver, d'espérer, de croire à des lendemains meilleurs.

Les différents indicateurs nous renseignent que l'année qui se pointe à l'horizon sera porteuse de bien des bonnes choses sur le plan politique, social et économique. En effet, par le fait de passer le cap des élections démocratiques, notre pays, va écrire une grande page de l'histoire. En toute logique les retombés ne peuvent qu'être bénéfiques pour les opérateurs économiques que nous sommes.

Puisse notre chambre continuer à s'accroître, à constituer un relais essentiel , un partenaire et un interlocuteur clé pour les autorités et institutions.

Que 2006 soit pour toutes nos familles, une année pleine de bonheur, de bonne santé et du succès dans toutes nos entreprises.

Stéphane Kabasu
Président

News CCBC du mois de décembre

Déjeuner rencontre du 06-12-05

Dans le cadre de la mission de compagnonnage industrielle pour les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'environnement, un déjeuner rencontre a été organisé. Étaient présents lors de se déjeuner, Monsieur Walter Coscia organisateur de la mission, les représentants des huit entreprises wallonnes participants à cette mission, les représentants de l'APEFE et de l'Awex, Monsieur Freddy Jacquet, Délégué de la Région française de Belgique et de la Région Wallonne ainsi qu'une dizaine de membres de la CCBC qui avaient exprimé la volonté de rencontrer les membres de la mission.

Cette mission a pour but de susciter des partenariats entre les sociétés wallonnes et congolaises. Ces partenariats pourront bénéficier d'une assistance à différents niveaux de l'Awex et de la CDE.

La mission était organisée par le CDE en partenariat avec l'AWEX et APEFE, elle a eu lieu du 5 au 10 décembre.

Lire article page 7

Réunion rallye culturel du 23-11-05 du 30-11-05 et du 8-12-05

Comme vous avez pu le lire dans le précédent CCBC – Info, la Chambre organisera un rallye culturel en 2006. Afin d'organiser cette manifestation des réunions ont lieu tous les mercredi.

Actuellement, les réunions portent essentiellement sur la préparation des questionnaires ainsi que sur le tracé du rallye.

Le tracé a été déterminé par Monsieur Senger et Monsieur Meessen sur base du road book du rallye qui avait été organisé en 1996. Les questions traitent essentiellement sur l'histoire du Congo.

Bibliothèque

Nouveaux ouvrages et documents qui peuvent être consultés au secrétariat de la Chambre :

- L'industrie pétrolière en RDC : Des réseaux d'intérêts croisés pour le profit d'aujourd'hui ou de demain, par José Bafala Itumbela, Presses de l'université de Kinshasa, 2005
- Principaux indicateurs socio-économiques, 4 ème Trimestre 2004, Direction des Etudes Macro-économiques, Ministère du Plan
- Histoire générale du Congo, Isidore Ndaywel è Nziem, Afrique Editions, 1998
- Le Moniteur Juridique n°39 septembre –octobre 2005

BIENVENUE AUX NOUVEAUX MEMBRES

ALCATEL

Activité : Télécommunication
Représenté par : Monsieur Mourad Lmaifi
Fonction : Responsable administratif et financier
Adresse : 1, Avenue de l'OUA - Kinshasa
Mobile : +243 81 444 99 76
e-mail : mourad.lmaifi@alcatel.cd

ENRA sarl

Activité : Raffinage de la papaine, usinage café, scierie, menuiserie, parqueterie.
Représenté par : Monsieur DUCARME Robert
Fonction : Directeur Général
Adresse : BP 54 Beni / Nord Kivu
Mobile : +243 99 82 91 413
e-mail : enrabeni@yahoo.fr

Société de Plantations PLAVUMA
Jardins Théicoles de M'BAYO

Activité : Plantations
Représenté par : Monsieur Michel DEFAYS
Fonction : Administrateur de sociétés
Mobile : +243 99 84 97 441
e-mail : defaysst@yahoo.fr

Monsieur Raphaël ANGBONGI

Fonction : Attaché adjoint à la coopération Belge à Kisangani
Mobile : +243 81 20 02 411
e-mail : rangbongi@yahoo.fr

Comme vous pouvez le constater la Société ENRA, la société de plantations PLAVUMA ainsi que Monsieur Angbongi sont établis à l'intérieur du pays. Ils ont accepté, suite à la demande de la Chambre, de jouer le rôle de relais entre Kinshasa et ces différentes provinces.

Le but de la Chambre est d'élargir son rayonnement. La Chambre se concentrera dans un premier temps sur un transfert d'information.

Dans les mois qui viennent, vous aurez les informations venant de tout coin du pays grâce à ces membres.

Rapport de mission effectuée à Accra du 28 novembre au 2 décembre 2005 par Monsieur Bernard Mpemwangi, Administrateur gérant de la société Bacom et membre de la CCBC.

Monsieur Bernard Mpemwangi a participé à la Conférence sur l'investissement INPUT, suite aux informations diffusées dans les CCBC-Info de juin et d'octobre concernant la dite conférence. Dans le rapport qui suit, Monsieur Mpemwangi nous fait part de son expérience.

Objet de la mission :

Participation à la conférence sur l'investissement Input 2005 (Investment Conference en Public Utilities, Water, Energy and Transport for West and Central Africa) qui a eu lieu au Ghana à Accra du 30 novembre au 2 décembre 2005.

Introduction :

Sur invitation n° 834 du 26 octobre nous avons été convié à participer à la conférence sur l'investissement Input 2005.

Cette conférence s'inscrit dans le cadre du programme PROINVEST, une initiative commune de la Commission de l'Union Européenne et des Institutions des pays ACP.

Pour Rappel, Input est la première étape d'un programme de promotion d'appui aux secteurs de l'eau, l'énergie et les transports, qui représentent un enjeu majeur pour les pays ACP dont la RDC est membre.

Ces assises ont connu deux étapes à savoir :

1. un volet formation du 28/11/05
2. un volet conférence du 30 novembre au 2 décembre

Participant pour la République Démocratique du Congo :

La délégation pour la Congo était composée de 4 personnes :

- Monsieur Gaston MULUMBA KABANGU pour la Chambre des Entrepreneurs du Congo, Secteur Multisectoriel,
- Monsieur Xavier SAKASAKA, pour la Chambre des Entrepreneurs du Congo, Secteur Multisectoriel,
- Monsieur Florybert FUAMBA DUMBI, COPEMECO, Secteur Transport
- Monsieur Bernard MPEMWANGI NGIERENZIRU, Fédération des Entreprises du Congo, Secteur Transport

Formation :

Malgré notre faible représentation nous avons décidé d'être présent à la formation afin de comprendre le bien fondé de ce programme d'investissement et pénétrer les modalités d'octroi de subventions dont pas mal de nos opérateurs économiques ont besoin pour le renforcement de leurs services respectifs.

Au cours de cette session de formation, il nous a été développé la définition, les objectifs, l'organisation et les visés du programme.

1. Mandat et objectifs de ProInvest :

Programme de partenariat Union Européenne – Afrique Caraïbes, pour la promotion des investissements et le transfert de technologie dans les pays ACP.

Budget : 110 Millions d'euros

Durée : 7 ans 2002-2009

Financement : 8^{ème} F.E.D.

2. Domaines d'intervention et d'éligibilité :

Renforcer l'environnement institutionnel des entreprises.

Assister les entreprises dans les secteurs porteurs des pays ACP.

3. Comment bénéficier du programme ?

Sur requête des OLS et des entreprises et à coût partagé la contribution de ProInvest s'élève à 2/3 maximums des coûts éligibles.

Les requêtes doivent être adressées à l'unité de gestion de ProInvest à Bruxelles et suivre la procédure des appels à propositions.

Les requérants peuvent s'adresser aux points de contacts ProInvest ou antennes du CDE ;

Les sites web sont à consulter pour plus d'informations sur tout ce qui a été dit au cours de la formation :

- www.proinvest-eu.org
- www.Input-proinvest-eu.org
- www.cde.int

Vers la fin de la formation, les participants ont été conviés à se répartir en quatre groupes de travail afin de simuler l'élaboration de projets ou de requêtes à soumettre à ProInvest ou au CDE.

Les appels à proposition des différents groupes ainsi que les remarques et observations reçues lors de la formation, ont éclairé les participants sur les objectifs du programme, qui soutien actuellement plus de 1000 subventions et reste à l'écoute de la demande.

Conférence Input

La séance d'ouverture a été présidée par le Ministre d'Etat Ghanéen. De manière générale il y a eu 450 participants pour 39 pays à la conférence, repartis comme suite :

2/3 Afrique de l'ouest et centrale

1/3 pays d'Europe et autres pays

Cette conférence a réuni 60% d'entrepreneurs et 40% d'organisations régionales.

Des décideurs politiques, des présidents des chambres de commerce et d'industries, des responsables d'associations professionnelles et des représentants des agences de promotion de l'investissement, des représentants des agences de coopération, ainsi que les représentants des institutions financières européennes, régionales et internationales étaient également présent.

Ils ont saisi l'opportunité pour présenter à l'assistance les visions pour les secteurs abordés par la conférence (eau, énergie, transports) et pour les pays ACP. Ces responsables ont développé leurs discours sur les approches mises en place pour une vision de développement des secteurs dans

leurs attributions, en vue de la recherche d'investissements potentiels ou de moyens financiers nécessaires.

Contacts personnels :

Des rencontres one to one, ont eu lieu pendant la conférence.

En ce qui me concerne j'ai eu à échanger avec :

- Les responsables de Input et ProInvest
- Le responsable du CDE
- L'observateur de l'Union Européenne
- Le représentant de l'entreprise CITAP du Sénégal
- Le représentant du groupe Concept de Tunisie
- International Space –Consulting

Un mémo a été remis à tous mes interlocuteurs concernant la faible diffusion du programme au Congo Kinshasa.

Rencontres avortées :

Personnes qui désiraient me rencontrer et que je n'ai pu voir :

- Agetur – Agence d'exécution des travaux urbains
- Simest – Société Italianna per Impresse all'estero
- Mercados Energiticos
- Leonard Business Consulting SRL

Résultats obtenus :

- Les approches pour les subventions d'un montage de partenariat entre entreprises des pays ACP, par le recrutement d'un consultant agréé.
- Requête en vue de la formation du personnel aux technologies nouvelles, cas des feux lumineux que nous allons installer à sept carrefours de la ville de Kinshasa.
- Approches pour la subvention d'un consultant pour le montage du dossier d'investissement pour l'acquisition du matériel d'entretien routier par l'entreprise BACOM sprl.

Développement rural : Les industriels belges explorent le secteur énergétique congolais

Le partenariat entre la Région wallonne et la République démocratique du Congo est au beau fixe. En témoigne la visite officielle qu'effectuent près d'une dizaine d'entreprises belges de la Région wallonne en Rdc sous la conduite de Walter Coscia, Consultant Cde-Awex-Apefe. C'est à ce titre qu'un séminaire a été organisé le 7 décembre 2005 par l'Association pour la promotion de l'éducation et la formation à l'étranger (Apefe) en collaboration avec l'Office de promotion des entreprises congolaises (Opec), l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (Awex) et le Centre pour le développement de l'entreprise. Ce dernier est une institution paritaire Union européenne - pays Acp issue des accords de Cotonou. Ce séminaire avait pour thème « Développement durable en Rdc : les perspectives dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'environnement ».

Plusieurs personnalités dont le ministre de l'Energie, Salomon Banamuhere, le délégué de la région wallonne et de la Communauté française de Bruxelles en Rdc, l'administrateur délégué général de la Regideso, Trudon Katende Muya, les chefs d'entreprises oeuvrant dans le secteur de l'eau et énergie ainsi que les représentants de diverses agences de coopération se sont succédé à la tribune pour plancher chacune sur l'état des lieux de ses interventions et les perspectives d'investissements dans les secteurs précités.

Par son implication, la Région wallonne vise à appuyer et valoriser des partenariats internationaux, porteurs de retombées positives tant pour le pays bénéficiaire que pour l'opérateur wallon.

Il convient de souligner que le système fédéral belge, unique en son genre, a conféré à certaines entités fédérées l'autonomie de signer certains accords de coopération avec des Etats.

Suite à une première mission d'information et de conseil menée auprès de la Commission nationale de l'énergie (Cne), la région wallonne, avec le concours de l'Apefe, a développé depuis deux ans une expérience pilote en matière d'énergie hydroélectrique dans la banlieue de Kinshasa (N'Djili/Brasserie) et installé dans trois villages, des hydroliennes aptes à couvrir les besoins communautaires locaux et ce, en concertation et en collaboration avec la Cne. L'expérience, bien que positive dans son ensemble, a montré cependant la nécessité d'un accompagnement plus important en matière de gestion et de maintenance. Par ailleurs, il s'est avéré utile de lancer des expériences pilotes utilisant d'autres voies énergétiques.

Pour Fabrice Sprimont, coordonnateur de l'Apefe, il a souligné que le développement d'un nouveau tissu économique et d'entreprises et en particulier de Pme est essentiel à l'avenir du Congo. La Région wallonne entend y participer dans la mesure de ses moyens et cela, tant par le biais d'un soutien financier à des projets de partenariat avec des entreprises wallonnes que via des actions de formation ou des appuis techniques.

Godefroid Ngamys | Le Potentiel

Programme économique du gouvernement : une mission du Fmi au chevet de la Banque centrale du Congo

Le Fonds monétaire international vient de dépêcher à Kinshasa une mission-conseil de son département des systèmes monétaires et financiers. Il s'agit plus précisément d'une mission d'assistance à la Banque centrale du Congo (Bcc) en rapport avec le rôle majeur qu'elle est appelée à jouer dans le cadre de la mise en œuvre de différentes réformes inscrites dans le Programme économique du gouvernement (Peg).

C'est le mercredi 7 décembre que les experts du Département des systèmes monétaires et financiers du Fmi, ont eu une séance de travail avec le gouverneur de la Banque centrale du Congo, Jean-Claude Masangu Mulongo. Occasion pour les deux parties de procéder à un bilan à mi-parcours des travaux de la mission, dont la fin probable est prévue pour le mardi 13 décembre prochain.

Il faut dire que, depuis la reprise en 2001 de la coopération structurelle entre la République démocratique du Congo et le Fmi, la Bcc bénéficie régulièrement d'un encadrement des services techniques du Fmi pour une meilleure coordination des actions de politique monétaire retenues dans le Peg.

Pour rappel, le Peg est appuyé par le Fmi sous la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (Frpc) (juin 2002-juin 2005) pour un montant de 580 millions de Dts (environ 800 millions de dollars des Etats-Unis). Cet appui est assorti d'un certain nombre de revues semestrielles, dont la sixième et toute dernière est avancée avant fin 2005.

L'accord au titre de la Frpc avec la Rdc est basé sur le Document de stratégie de réduction de la pauvreté Intérimaire (Dsrp-I) de mai 2002 et le premier rapport d'étape de juin 2003. La Rdc bénéficie d'un allègement de sa dette extérieure dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Ppte), initiative du Fmi et de la Banque mondiale. En juillet 2003, la Rdc a atteint son « point de décision », lui ouvrant directement la voie à une réduction de sa dette extérieure de 13 milliards à fin 2001 à environ 1 ½ milliard Usd. Cependant, cet allègement ne deviendra irréversible qu'au « point d'achèvement », prévu si toutes les conditions sont réunies le deuxième semestre 2006. Entre-temps, la Rdc bénéficie d'un allègement du service de dette sous l'initiative Ppte (environ 76 millions Usd en 2004). Sous l'Initiative Ppte, les ressources libérées sont destinées aux dépenses « pro-pauvres ».

Parrain du Peg, le Fmi apporte son assistance technique à la Rdc dans le domaine de la gestion des finances publiques, la réforme de la fiscalité, la politique monétaire et de change (un conseiller à la Bcc), et la réforme de la Bcc (un expert en informatique à la Bcc). En outre, le Fmi envoie des missions d'assistance technique régulières dans les domaines des finances publiques ; réformes fiscales ; politique monétaire et de change et réforme de la Bcc ; et des statistiques.

Faustin K. | Le Potentiel , 08.12.2005

Le ministre des Finances gèle tout paiement de la dette intérieure

Alors que le règlement de la dette intérieure ne s'effectue suivant les procédures de la chaîne de la dépense publique, le ministre des Finances, Marco Banguli, a décidé dès son arrivée de surseoir à tout paiement de la dette intérieure. Dans le monde des affaires, cette décision, suicidaire pour le secteur privé, ternit plus qu'avant les relations plus que fragiles qui le lient à l'Etat congolais.

Selon certaines sources, le ministre des Finances serait guidé par son souci de maîtriser avant tout les mécanismes mis en place par la Commission de la dette publique intérieure (Cdpi), structure technique du ministère des Finances qui assure la supervision de ses opérations.

Au sujet de la dette intérieure, il faut rappeler que la Cdpi a été mise en place pour entre autres examiner les dossiers certifiés par l'Office de gestion de la dette publique (Ogedep), après confirmation par le consultant international recruté par le gouvernement de transition, après avis de la Banque mondiale. Créée par le décret n°04/016 du 26 janvier 2004, elle a reçu la mission d'assister le gouvernement dans la définition des modalités pratiques pour assurer efficacement le service de la dette publique intérieure. A ce titre, elle a été chargée de proposer des mesures de restructuration de la dette publique intérieure ; proposer des stratégies et programmes pour la résorption de la dette publique intérieure ; assurer l'évaluation du processus du règlement de la dette publique intérieure.

La tension monte

Le dossier de la dette intérieure a été autant une préoccupation pour le gouvernement de transition que pour la Banque mondiale qui a consacré près de 42,5 millions Usd pour aider la Rdc à se libérer d'une partie de sa dette intérieure.

Pour la Banque mondiale, le règlement de la dette intérieure devait à voir un effet détonateur dans la promotion du secteur privé qui fait d'ailleurs l'objet du Projet compétitivité et développement du secteur privé, placé sous la coordination du Comité de la réforme des entreprises publiques (Copirep). L'interruption brutale des opérations de paiement de la dette intérieure par le ministre Banguli n'est pas de nature à faciliter les bonnes relations qui doivent caractériser le partenariat public-privé dans l'effort de la relance de l'appareil économique national.

Faustin K. | Le Potentiel , 09.12.2005

215 millions de dollars de la Banque mondiale pour le secteur économique de la Rdc

Kofi Annan, secrétaire général de l'Onu, dans ses recommandations au gouvernement avait insisté sur des efforts à déployer pour soutenir la relance de l'économie. Ainsi, avait-il mis un accent particulier sur la bonne gestion et un contrôle efficace des ressources et richesses congolaises. Pour les mois qui suivent, avant que n'intervienne la fin de la transition, le Secrétaire général de l'Onu avait en outre vivement conseillé la bonne gouvernance, le paiement régulier des militaires, des policiers et des fonctionnaires de l'Etat. Aussi, avait-il invité les partenaires extérieurs à soutenir cette action. En décidant d'octroyer 215 millions de dollars à titre de don au gouvernement congolais, il est entendu que la Banque mondiale s'inscrit dans cette logique de mener des actions parallèles de développement au processus électoral. Dans un premier temps, la Banque mondiale accordera 90 millions de dollars en vue de renforcer les capacités d'intervention dans le domaine de la santé et de l'éducation. Ensuite, 125 millions de dollars seront débloqués pour réhabiliter les projets en suspens depuis août 2002. Il s'agit des initiatives portant sur les routes, les transports dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Cette initiative de la Banque mondiale ramène plusieurs personnes à la réalité. Certes, les élections sont aujourd'hui une priorité. Mais des actions économiques doivent se poursuivre avec la même détermination et sans répit pour éviter une quelconque cassure une fois toutes les échéances électorales auront été accomplies.

Freddy Monsa Iyaka Duku | Le Potentiel